



Le Quotidien

Statistique Canada

Le vendredi 25 janvier 2002

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Le marché du travail: bilan de fin d'année, 2001**

Après avoir fortement progressé pendant quatre ans, l'emploi a marqué une pause en 2001 en raison de la détérioration de l'économie et du marché du travail, selon un bilan de fin d'année.

3
- **Intermédiaires financiers de dépôts: activités et performance économique, 2000**

La valeur des services produits par les intermédiaires financiers de dépôts au Canada, à savoir les banques à charte, les sociétés de fiducie, les caisses populaires et les caisses d'épargne et de crédit, s'est élevée à 46,5 milliards de dollars en 2000, en hausse de 4,5 % par rapport aux 44,5 milliards de dollars enregistrés en 1999.

6

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Assurance emploi - rectificatif, novembre 2001 9
- Indice des prix des produits agricoles, novembre 2001 9
- Littératie, affectation professionnelle et rendement de la surinstruction et de la sous-instruction, 1994 à 1998 10
- Contreplaqués de construction, novembre 2001 11

(suite à la page 2)

L'emploi et le revenu en perspective

Numéro en ligne de janvier 2002

Le numéro de janvier 2002 de *L'emploi et le revenu en perspective*, diffusé aujourd'hui, présente un bilan annuel du marché du travail en 2001. Pour plus de renseignements sur l'article intitulé «Marché du travail en 2001: bilan de fin d'année», communiquez avec Geoff Bowlby au (613) 951-3325 (geoff.bowlby@statcan.ca), Division de la statistique du travail.

Le numéro en ligne de janvier 2002 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 3, n° 1 (75-001-XIF, 5 \$ / 48 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Henry Pold au (613) 951-4608 (henry.pold@statcan.ca), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail.



NOUVEAUX PRODUITS	12
--------------------------	----

CALENDRIER DES COMMUNIQUÉS: 28 janvier au 1er février	14
--	----

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

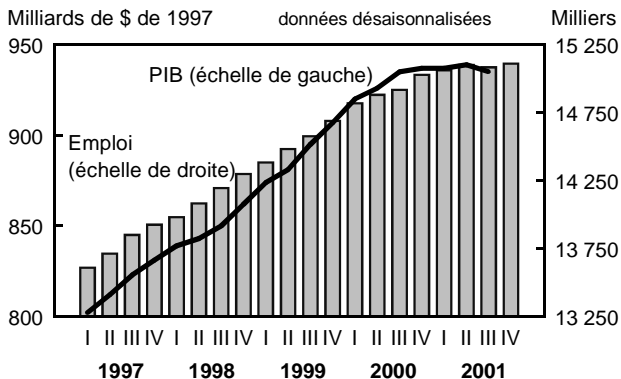
Le marché du travail: bilan de fin d'année

2001

Après avoir fortement progressé pendant quatre ans, l'emploi a marqué une pause en 2001 en raison de la détérioration de l'économie et du marché du travail, selon un bilan de fin d'année.

L'emploi a peu progressé au cours de 2001. À la fin de 2001, près de 15,1 millions de personnes travaillaient, en hausse de seulement 25 000 par rapport au début de 2001, soit une augmentation de 0,2 %.

Le produit intérieur brut et l'emploi ont stagné en 2001



À l'opposé, le nombre de Canadiens qui travaillaient a progressé de plus de 325 000 en 2000, en hausse de 2,2 % comparativement à 1999. Bien que cette croissance ait été inférieure à celles de 1999, de 1998 et de 1997, elle a été tout de même considérable.

Les employeurs ont réduit l'embauche de presque 7,0 % en 2001, alors que le nombre de mises à pied permanentes s'est accru de 2,1 %. Le taux de chômage a terminé l'année à 8,0 %, soit le niveau le plus élevé depuis avril 1999.

Le secteur de la fabrication qui, à peine deux ans auparavant, avait été à l'origine de la croissance de l'emploi, a connu en 2001 sa plus forte baisse d'une année à l'autre au chapitre de l'emploi depuis 1991. La plus grande part de cette chute s'est surtout fait sentir dans le domaine de la technologie de pointe.

Note aux lecteurs

Le présent communiqué est fondé sur un article analytique détaillé diffusé aujourd'hui dans le numéro en ligne de L'emploi et le revenu en perspective (édition en ligne). Il s'agit d'une mise à jour des principaux faits nouveaux survenus sur le marché du travail en 2001, dont certains ont été présentés dans le communiqué de l'Enquête sur la population active publié dans Le Quotidien du 11 janvier.

Tandis que l'emploi a stagné au Canada, il s'est replié aux États-Unis. Au cours de 2001, l'emploi aux États-Unis a fléchi de 1,8 million, soit de 1,3 %. Cette baisse s'est traduite par une hausse considérable du taux de chômage américain, qui est passé de 4,0 % en janvier à 5,8 % en décembre.

Les plus fortes baisses sont survenues dans le secteur de la fabrication

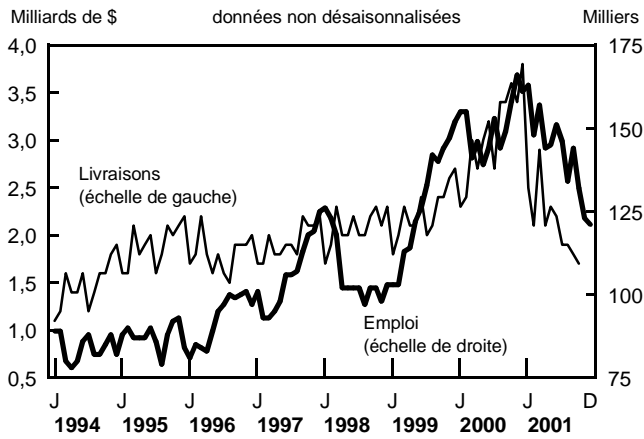
Les usines ne fonctionnant qu'à 83 % de leur capacité, comparativement à 86 % en 2000, moins de travailleurs étaient nécessaires. L'emploi dans le secteur de la fabrication avait atteint un sommet de 2,3 millions en décembre 2000, mais à la fin de 2001, il a chuté de 111 000, soit de 4,8 %.

La majeure partie de la chute de l'emploi dans le secteur de la fabrication s'est concentrée dans l'industrie des ordinateurs et des produits électroniques, dont la valeur des livraisons s'est effondrée en 2001. Vers la fin de 2001, les entreprises avaient fabriqué des ordinateurs et des produits électroniques pour une valeur de 1,7 milliard de dollars, soit moins de la moitié de la valeur de la production enregistrée lors du sommet atteint en octobre 2000.

La chute vertigineuse de la demande s'est traduite par un besoin moindre de travailleurs. En décembre, l'emploi dans la fabrication d'ordinateurs et de produits électroniques se chiffrait à environ 121 000, soit à peu près les trois quarts du niveau de décembre 2000.

D'autre part, le commerce de détail et le commerce de gros ont enregistré de fortes hausses. Le nombre d'emplois dans ces secteurs a bondi de 76 000 (+3,2 %) en 2001, soit une hausse semblable à celle enregistrée en 2000, alors que les dépenses de consommation se sont maintenues en 2001.

Les livraisons et l'emploi liés à l'informatique ont diminué en 2001



En 2001, la forte demande de maisons neuves et de maisons du marché de la revente a contribué à la hausse de l'emploi dans le secteur de la construction, qui s'est accru de 30 000, soit de 3,7 %.

La tendance à la hausse du travail à temps plein marque une pause

La légère hausse de l'emploi global en 2001 était entièrement attribuable à une augmentation du travail à temps partiel, mettant ainsi un terme à quatre années de croissance de l'emploi à temps plein.

De 1997 à 2000, l'emploi à temps plein a progressé de 13,4 %, dépassant largement le taux de croissance de l'emploi à temps partiel (+3,5 %). Toutefois, en 2001, l'emploi à temps plein a fléchi de 0,2 %, tandis que l'emploi à temps partiel a grimpé de 1,7 %.

En raison de la faiblesse des secteurs de la fabrication, de la conception de systèmes informatiques et d'autres branches d'activité qui exigent des semaines de travail relativement longues, le nombre d'employés à temps plein a plafonné à environ 12,3 millions. Les employés à temps plein représentaient tout de même quatre travailleurs sur cinq.

À la fin de 2000, près de 1,2 million d'employés ont fait des heures supplémentaires rémunérées. En décembre 2001, ce nombre a chuté de 12,0 % (-144 000). Plus de 46 % de cette réduction s'est produite dans le secteur de la fabrication, où 16,9 % des employés effectuaient des heures supplémentaires rémunérées, comparativement à 19,0 % en décembre 2000.

Le nombre de travailleurs indépendants a reculé pour une deuxième année consécutive. Il y avait un peu moins de 2,3 millions de travailleurs autonomes en décembre, en baisse d'environ 83 000 par rapport à décembre 2000.

Les jeunes hommes sont encore une fois plus touchés que les autres groupes

Durant les récessions du début des années 1980 et 1990, les jeunes hommes ont été plus durement frappés que d'autres groupes. Le ralentissement économique actuel semble également les avoir plus touchés.

À la fin de 2001, il y avait 52 000 hommes de 15 à 24 ans de moins qui occupaient un emploi, en baisse de 4,2 %. La diminution des possibilités sur le marché du travail pour les jeunes hommes s'est traduite par une augmentation du chômage chez les jeunes. À la fin de 2001, le taux de chômage chez les jeunes s'établissait à 14,0 %, en hausse par rapport à 12,5 % en décembre 2000.

Estimations du marché du travail

	Déc. 2001	Déc. 2000 à déc. 2001
données désaisonnalisées		
	en milliers	var. en milliers
Emploi	15 091,4	24,7
Hommes	8 090,0	-28,9
15 à 24 ans	1 165,4	-51,5
25 à 54 ans	5 937,3	-16,8
55 ans et plus	987,3	39,4
Femmes	7 001,4	53,6
15 à 24 ans	1 135,5	8,0
25 à 54 ans	5 190,5	13,0
55 ans et plus	675,4	32,6
Chômage	1 318,4	215,1
Hommes	765,3	161,9
15 à 24 ans	219,3	30,1
25 à 54 ans	479,5	112,5
55 ans et plus	66,5	19,3
Femmes	553,1	53,2
15 à 24 ans	154,4	8,7
25 à 54 ans	352,7	29,2
55 ans et plus	46,0	15,3
	%	var. en points de %
Taux de chômage	8,0	1,2
Hommes	8,6	1,7
15 à 24 ans	15,8	2,3
25 à 54 ans	7,5	1,7
55 ans et plus	6,3	1,6
Femmes	7,3	0,6
15 à 24 ans	12,0	0,6
25 à 54 ans	6,4	0,5
55 ans et plus	6,4	1,8

Si bon nombre de jeunes hommes ont perdu leur emploi dans le secteur de la construction au début des années 1990, ce n'était pas le cas en 2001. En fait, plus de jeunes hommes occupaient un emploi dans le secteur de la construction en 2001. Outre le secteur de la fabrication, celui des services professionnels, scientifiques et techniques a été à l'origine de pertes d'emplois considérables chez les jeunes hommes.

Après avoir grimpé de 55 000 en 2000, le nombre d'hommes du principal groupe d'âge actif (25 à 54 ans) qui occupaient un emploi a reculé de 17 000, soit de 0,3 %. Bien que l'emploi chez les femmes du principal groupe d'âge actif se soit accru de 13 000, cette croissance est demeurée nettement inférieure à celle de 113 000 emplois enregistrée au cours de 2000.

La proportion des personnes âgées de 55 ans et plus qui occupaient un emploi a poursuivi sa progression en 2001. À la fin de 2001, environ une personne de ce groupe d'âge sur quatre travaillait, en hausse marquée par rapport à 1996, alors que le ratio correspondait à près d'une personne sur cinq.

Affaiblissement du marché du travail en Colombie-Britannique et en Ontario

En Colombie-Britannique, l'emploi a fléchi au deuxième semestre de 2001. Au quatrième trimestre, l'emploi a été en baisse de 46 000 (-2,3 %) par rapport au quatrième trimestre de 2000. De nouvelles restrictions imposées sur le marché américain ont forcé bon nombre de producteurs de bois à réduire ou à interrompre leurs activités. En octobre, les livraisons de bois des scieries de la Colombie-Britannique ne

constituaient environ que les trois quarts de la valeur la plus élevée qu'elles avaient atteinte au début de 2000. Par conséquent, à la fin de 2001, le nombre d'emplois dans le secteur de l'exploitation forestière et dans l'industrie du bois s'est contracté de façon marquée.

L'Ontario a été à l'origine des deux tiers environ du repli national de l'emploi dans le secteur de la fabrication. Les livraisons de véhicules automobiles dans cette province ont diminué, tout comme la fabrication d'ordinateurs et de produits électroniques. À la fin de 2001, l'Ontario enregistrait des pertes estimées à 83 000 emplois, en baisse de 7,1 %, neutralisant ainsi toute la croissance enregistrée à la fin de 2000.

Globalement, l'emploi en Ontario ne s'est accru que de 10 000 de décembre 2000 à décembre 2001. Il s'agit d'un changement marqué par rapport à 2000, qui a été caractérisée par une progression de 189 000 emplois comparativement à décembre 1999. La stagnation de l'emploi en 2001 s'est soldée par une augmentation du taux de chômage en Ontario, qui est passé de 6,0 % en décembre 2000 à 6,9 % à la fin de 2001.

L'article analytique intitulé «Marché du travail en 2001: bilan de fin d'année» est publié dans le numéro de janvier 2002 de *L'emploi et le revenu en perspective* (édition en ligne), vol. 3, n° 1 (75-001-XIF, 5 \$ / 48 \$), qui est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Geoff Bowlby au (613) 951-3325 (bowlgeo@statcan.ca), Division de la statistique du travail. ■

Intermédiaires financiers de dépôts: activités et performance économique 2000

La valeur des services produits par les intermédiaires financiers de dépôts au Canada, à savoir les banques à chartes, les sociétés de fiducie, les caisses populaires et les caisses d'épargne et de crédit, s'est élevée à 46,5 milliards de dollars en 2000, en hausse de 4,5 % par rapport aux 44,5 milliards de dollars enregistrés en 1999.

Cette augmentation est partiellement attribuable à la forte performance du secteur des services de financement des grandes entreprises et des institutions publiques, de même que du secteur des services fiduciaires. La bonne conjoncture économique en 2000 s'est avérée un terrain fertile pour la croissance dans ces deux secteurs, à l'opposé de l'impact de la crise des devises sur les marchés étrangers durant la dernière partie de 1998 et au début de 1999.

Le revenu autre que d'intérêts a progressé de 19,5 % en 2000 pour atteindre 23,8 milliards de dollars, alors que le revenu net d'intérêts a reculé de 7,7 % et s'est établi à 22,7 milliards de dollars.

En 2000, le revenu autre que d'intérêts de ces intermédiaires a représenté 51,2 % de la valeur totale des services produits, en hausse par rapport au taux de 44,8 % observé en 1999. La croissance du revenu autre que d'intérêts, tendance qui se maintient depuis plusieurs années, indique que le revenu est tiré de plus en plus des services comportant des frais, plutôt que des dépôts et des prêts.

La croissance du revenu autre que d'intérêts s'explique par plusieurs facteurs. Ces facteurs incluent la conjoncture favorable du marché, laquelle a contribué à la croissance du volume des activités, et donc du revenu des transactions, une gamme élargie d'activités assorties de frais ou de commissions offertes en dehors des services bancaires au détail traditionnels et l'augmentation de la titrisation des actifs.

La baisse du revenu net d'intérêts s'explique par la croissance des portefeuilles d'instruments dérivés d'actions, qui a dépassé les gains procurés par les écarts prononcés des taux d'intérêt en 2000. Cela s'explique par le fait que les dépenses liées aux instruments dérivés d'actions sont imputées au revenu net d'intérêts et que leur revenu de transactions est considéré comme un revenu autre que d'intérêts.

Les services bancaires au détail ont représenté la fraction la plus élevée de la valeur globale des services, suivis des services de gestion de trésorerie et des services bancaires d'investissement, ainsi que des services de financement des grandes entreprises et des institutions publiques. La valeur des services

Note aux lecteurs

L'Enquête annuelle sur les intermédiaires financiers de dépôts porte sur le portefeuille des activités au Canada des principaux intermédiaires financiers de dépôts, c'est-à-dire les banques à charte, les sociétés de fiducie, les caisses populaires et les caisses d'épargne et de crédit.

Les **services bancaires de détail** (banques à charte, sociétés de fiducie, caisses populaires et caisses d'épargne et de crédit) regroupent les services financiers offerts aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises par le réseau traditionnel de succursales.

Les **services de financement des grandes entreprises et des institutions publiques** regroupent les services de financement et d'exploitation, ce qui comprend le financement du commerce extérieur et des exportations, le financement des projets et les prêts consortiaux.

Les **services financiers électroniques** sont les services offerts aux particuliers, aux entreprises et aux institutions publiques par l'entremise des réseaux de guichets automatiques, des cartes de débit et de crédit, des centres téléphoniques et d'Internet.

Les **services de gestion de trésorerie** gèrent les fonds des opérations consolidées et les **services bancaires d'investissement** englobent les services aux particuliers, aux entreprises et aux institutions publiques, comme le courtage des valeurs mobilières, la gestion de fonds communs de placement, le financement des entreprises et d'autres services d'investissement.

Les **services fiduciaires** regroupent l'ensemble des services fiduciaires ou d'agent tels que la tenue de registres, la garde et l'évaluation du rendement de fiducies personnelles, de caisses de retraite, de placements d'entreprises et d'institutions, et de régimes enregistrés collectifs d'épargne-retraite.

Le **revenu net d'intérêts** représente l'écart entre le revenu d'intérêts et les frais d'intérêts. Le **revenu d'intérêts** comprend les intérêts tirés des prêts, des titres et des dépôts des intermédiaires financiers de dépôts. Les **frais d'intérêts** comprennent les intérêts versés sur les dépôts, les débiteures subordonnées et les autres frais d'intérêts. Le **revenu autre que d'intérêts** représente les sources de revenus autres que les intérêts, comme le revenu provenant des activités de courtage et d'autres services liés aux valeurs mobilières, les services de crédit, le revenu d'opérations sur les marchés mobiliers, les frais de services sur les dépôts et paiements, les frais de gestion des fonds communs de placement, les services de cartes de crédit, les opérations de change, l'assurance, le revenu de titrisation et le revenu intersectoriel.

La **valeur des services produits** est égale à la somme du revenu net d'intérêts et du revenu autre que d'intérêts et ne doit pas être confondue avec les frais de service.

fiduciaires a fait un bond en avant en 2000, en raison de la croissance de la demande dans les services de financement des grandes entreprises et des institutions publiques.

La plus grande part du revenu revient aux services bancaires de détail qui toutefois perdent du terrain

Les services bancaires de détail sont restés l'activité dominante des intermédiaires financiers

de dépôts en 2000, et ils ont généré 27,8 milliards de dollars de la valeur totale des services produits, soit 0,5 % de plus qu'en 1999.

La valeur des services bancaires de détail augmente depuis plusieurs années. Toutefois, le taux de croissance est resté modeste relativement à celui d'autres secteurs d'activité émergents, comme les services fiduciaires. Par conséquent, les services bancaires de détail ont représenté 59,8 % de la valeur globale des services produits, en légère baisse par rapport au taux de 62,2 % enregistré en 1999.

Le revenu net d'intérêts (19,4 milliards de dollars) a représenté plus des deux tiers de la valeur des services bancaires de détail en 2000, en baisse par rapport à 77,0 % en 1999, ce qui va de pair avec le fait que le revenu autre que d'intérêts est en voie de devancer le revenu net d'intérêts.

Progression des services de gestion de trésorerie et des services bancaires d'investissement

La valeur des services de gestion de trésorerie et des services bancaires d'investissement a progressé de 12,5 % et a atteint 9,7 milliards de dollars en 2000, en raison de l'augmentation de la demande de produits de placements au détail, poussée par la forte performance des marchés boursiers tout au long de 2000. Une bonne partie de la croissance globale dans ce secteur est attribuable à la hausse phénoménale du revenu net d'intérêts, qui a bondi de 709,0 millions de dollars en 1999 à 1,1 milliard de dollars au cours de 2000.

Le revenu autre que d'intérêts pour les services de gestion de trésorerie et les services bancaires d'investissement s'est accru de 9,1 % en 2000, ce qui va de pair avec l'augmentation de l'actif géré et administré dans des fonds communs de placement.

Encore une fois, comme les produits et services offerts par les services de gestion de trésorerie et les services bancaires d'investissement sont essentiellement assortis de frais ou de commissions, le revenu autre que d'intérêts a représenté une proportion importante de 89,0 % de la valeur totale des services produits par ce secteur, ce qui constitue toutefois une baisse par rapport à 91,8 % en 1999.

Forte hausse des services de financement des grandes entreprises et des institutions publiques

La valeur totale des services produits par les services de financement des grandes entreprises et des institutions a atteint 3,7 milliards de dollars en 2000, en hausse de 22,2 % par rapport à 1999.

Le revenu autre que d'intérêts est passé à 2,1 milliards de dollars, en hausse de 74,3 % par rapport à 1999. De concert avec la hausse des prêts, le revenu autre que d'intérêts a bénéficié de

frais ou de commissions associés aux fusions et aux acquisitions dans l'économie. Ce bond a toutefois été atténué par la chute du revenu net d'intérêts en 2000, en partie en raison de la diminution des marges malgré les écarts prononcés des taux d'intérêt.

Par conséquent, le secteur des services de financement des grandes entreprises et des institutions a représenté 8,0 % de la valeur totale des services produits en 2000, en hausse par rapport au taux de 6,8 % observé en 1999.

Le secteur des services de financement des grandes entreprises et des institutions a tiré la plus grande partie de sa valeur à partir du revenu autre que d'intérêts. En 2000, ce revenu a représenté 55,9 % de la valeur des services produits par les services de financement des grandes entreprises et des institutions, en hausse par rapport au taux de 39,2 % enregistré en 1999.

Repli des services financiers électroniques en raison de la croissance des coûts d'investissement

La valeur des services financiers électroniques s'est contractée de 7,4 %, passant de 3,4 milliards de dollars en 1999 à 3,2 milliards de dollars en 2000, en partie en raison du coût plus élevé des investissements.

Les consommateurs ont continué de stimuler la demande de modes pratiques de prestation des services financiers. Les activités d'investissement ont dépassé le domaine des guichets automatiques, des services bancaires par téléphone et par ordinateur et sont entrées dans des domaines tels que les services financiers sans fil, le commerce électronique, l'authentification de la signature électronique et les transferts au comptant par Internet. Étant donné qu'une partie plus grande de l'activité dans ce secteur en émergence est maintenant impartie à des fournisseurs de technologies, cela pourrait se traduire à court terme par une hausse des coûts avant que les résultats à long terme soient connus.

C'est ainsi que ce secteur a représenté 6,8 % de la valeur totale des services produits, en légère baisse par rapport au taux de 7,7 % enregistré en 1999.

Comme les services et les produits offerts par l'entremise des services financiers électroniques sont essentiellement assortis de frais, 89,0 % de la valeur des services produits est attribuable au revenu autre que d'intérêts en 2000, en hausse par rapport au taux de 87,1 % observé en 1999.

Forte croissance ininterrompue des services fiduciaires

Les services fiduciaires ont connu une forte expansion en 2000, sur la lancée d'une forte croissance ininterrompue depuis quelques années. Les services

fiduciaires se sont élevés à 2,1 milliards de dollars, en hausse de 20,7 %, et ils ont représenté 4,5 % de la valeur de tous les services produits en 2000, en hausse par rapport au taux de 3,9 % observé en 1999.

Depuis quelques années, les intermédiaires financiers de dépôts ont élargi leurs services fiduciaires, surtout dans la gestion du patrimoine et la planification financière. Ce secteur a profité de la tendance démographique nouvelle qui favorise l'expansion du marché de la gestion de la richesse.

Tout comme les services financiers électroniques, les produits et services communs offerts par les services fiduciaires sont assortis de frais ou de commissions.

Par conséquent, le revenu autre que d'intérêts a représenté 86,5 % de la valeur des services fiduciaires en 2000, en hausse par rapport au taux de 83,9 % enregistré en 1999.

Données stockées dans CANSIM: tableau 182-0001.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Mario Vella au (613) 951-1395 (mario.vella@statcan.ca), Division de l'organisation et des finances de l'industrie.

Valeur des services produits par les intermédiaires financiers de dépôts

	Revenu net d'intérêts			Revenu autre que d'intérêts			Valeur des services produits au Canada		
	1999	2000	1999 à 2000	1999	2000	1999 à 2000	1999	2000	1999 à 2000
	millions de \$		var. en %	millions de \$		var. en %	millions de \$		var. en %
Services bancaires de détail	21 294	19 353	-9,1	6 372	8 458	32,7	27 666	27 811	0,5
Financement des grandes entreprises et des institutions	1 844	1 636	-11,3	1 187	2 070	74,3	3 031	3 705	22,2
Services financiers électroniques	442	349	-21,1	2 982	2 821	-5,4	3 424	3 169	-7,4
Trésorerie et services bancaires d'investissement	709	1 067	50,6	7 921	8 643	9,1	8 630	9 710	12,5
Services fiduciaires	279	284	1,6	1 458	1 813	24,4	1 737	2 097	20,7
Total	24 568	22 689	-7,7	19 920	23 804	19,5	44 488	46 492	4,5

Distribution des revenus des activités des intermédiaires financiers de dépôts

	Revenu net d'intérêts			Revenu autre que d'intérêts			Valeur des services produits au Canada		
	1999	2000	1999 à 2000	1999	2000	1999 à 2000	1999	2000	1999 à 2000
	%		var. en point de %	%		var. en point de %	%		var. en point de %
Services bancaires de détail	86,7	85,3	-1,4	31,9	35,5	3,6	62,2	59,8	-2,4
Financement des grandes entreprises et des institutions	7,5	7,2	-0,3	6,0	8,7	2,7	6,8	8,0	1,2
Services financiers électroniques	1,8	1,5	-0,3	15,0	11,8	-3,1	7,7	6,8	-0,9
Trésorerie et services bancaires d'investissement	2,9	4,7	1,8	39,8	36,3	-3,5	19,4	20,9	1,5
Services fiduciaires	1,1	1,2	0,1	7,3	7,6	0,3	3,9	4,5	0,6
Total	100,0	100,0	0,0	100,0	100,0	0,0	100,0	100,0	0,0

Types de revenu par type d'activité

	Valeur des services produits au Canada					
	Revenu net d'intérêts			Revenu autre que d'intérêts		
	1999	2000	1999 à 2000	1999	2000	1999 à 2000
%		var. en point de %	%		var. en point de %	
Services bancaires de détail	77,0	69,6	-7,4	23,0	30,4	7,4
Financement des grandes entreprises et des institutions	60,8	44,1	-16,7	39,2	55,9	16,7
Services financiers électroniques	12,9	11,0	-1,9	87,1	89,0	1,9
Trésorerie et services bancaires d'investissement	8,2	11,0	2,8	91,8	89,0	-2,8
Services fiduciaires	16,1	13,5	-2,5	83,9	86,5	2,5
Total	55,2	48,8	-6,4	44,8	51,2	6,4

AUTRES COMMUNIQUÉS

Assurance emploi - rectificatif

Novembre 2001 (données provisoires)

Le *Quotidien* du 24 janvier 2002 indiquait incorrectement que le nombre estimatif de Canadiens recevant des prestations ordinaires d'assurance-emploi a augmenté de 3,6 % par rapport à novembre 2000 pour atteindre 557 070. En fait, il s'agissait d'une hausse de 3,6 % par rapport au mois précédent, soit octobre 2001.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gilles Groleau au (613) 951-4091 ou avec Dominique Pérusse au (613) 951-4064, Division de la statistique du travail. ■

Indice des prix des produits agricoles

Novembre 2001

Les prix que les agriculteurs ont reçus pour leurs produits agricoles ont progressé de 2,7 % en novembre comparativement à novembre 2000, selon les données de l'Indice des prix des produits agricoles (IPPA). La hausse de novembre fait suite à une augmentation d'une année à l'autre de 6,2 % en octobre et poursuit la tendance aux augmentations mensuelles d'une année à l'autre amorcée en septembre 2000.

Les prix pour les cultures se sont accrus de 5,3 % par rapport à novembre 2000, compensant largement la baisse de 0,5 % des prix reçus par les agriculteurs pour l'ensemble du bétail et des produits d'origine animale. L'indice des cultures a connu des hausses mensuelles d'une année à l'autre depuis octobre 2000, tandis que l'indice du bétail a fléchi d'une année à l'autre en novembre pour la première fois depuis août 1999.

L'IPPA (1997=100) se situait à 97,9 en novembre, en baisse de 1,6 % par rapport à la valeur de 99,5 enregistrée en octobre.

L'indice des cultures a fléchi de 1,6 % d'octobre à novembre, compte tenu des baisses enregistrées dans les indices des fruits, des céréales et des légumes, qui ont plus qu'effacé les progressions des indices des pommes de terre, des oléagineux et des cultures spéciales.

L'indice des fruits a chuté de 17,7 % d'octobre à novembre. Au rythme des saisons, la variété des fruits vendus par les agriculteurs influe sur le niveau global de l'indice des fruits d'un mois à l'autre. Les pommes, qui ont été vendues à un prix moindre que les autres fruits, ont contribué à l'indice des fruits de façon plus significative en novembre qu'en octobre.

L'indice des céréales a diminué de 2,7 % d'octobre à novembre ainsi que d'une année à l'autre. Il s'agit de la première baisse mensuelle d'une année à l'autre de l'indice des céréales depuis septembre 2000.

L'indice des cultures spéciales s'établissait à 130,0, soit son niveau le plus élevé depuis juin 1996, affichant une hausse mensuelle d'une année à l'autre de 67,1 %. D'un mois à l'autre, l'indice des cultures spéciales a progressé de 9,9 % par rapport à octobre, compte tenu de l'accroissement des prix pour les pois secs, les graines de moutarde et les graines de tournesol.

L'indice des pommes de terre se situait à 150,3, en hausse de 44,5 % par rapport à novembre 2000. Trois augmentations mensuelles d'une année à l'autre sont attribuables au resserrement des approvisionnements.

D'un mois à l'autre, l'indice du bétail a accusé un recul de 1,3 %. Les diminutions enregistrées dans les indices des porcs ainsi que des bovins et des veaux ont plus qu'annulé la croissance des indices des produits laitiers, de la volaille et des oeufs.

L'indice des porcs a diminué de 8,4 % par rapport à octobre pour s'établir à 82,5 en novembre. Il s'agit du plus faible niveau enregistré depuis janvier. Malgré que les prix des porcs aient baissé pour un cinquième mois consécutif, l'indice est demeuré de 4,7 % supérieur au niveau de novembre 2000.

Indice des prix des produits agricoles (1997=100)

	Nov. 2000	Oct. 2001 ^r	Nov. 2001 ^p	Nov. 2000 à nov. 2001 2001 var. en %	Oct. à nov. 2001
Total des cultures	85,0	91,0	89,5	5,3	-1,6
Céréales	82,9	82,9	80,7	-2,7	-2,7
Oléagineux	65,6	77,0	84,8	29,3	10,1
Cultures spéciales	77,8	118,3	130,0	67,1	9,9
Fruits	108,5	112,3	92,4	-14,8	-17,7
Légumes	103,5	104,7	104,5	1,0	-0,2
Pommes de terre	104,0	135,6	150,3	44,5	10,8
Total du bétail et des produits d'origine animale	106,0	106,9	105,5	-0,5	-1,3
Bovins et veaux	122,1	116,5	115,7	-5,2	-0,7
Porcs	78,8	90,1	82,5	4,7	-8,4
Volaille	90,6	96,8	97,0	7,1	0,2
Oeufs	98,5	100,6	101,6	3,1	1,0
Produits laitiers	112,9	115,0	116,3	3,0	1,1
Indice total	95,3	99,5	97,9	2,7	-1,6

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

En novembre, l'indice des bovins et des veaux a fléchi de 0,7 % pour s'établir à 115,7, poursuivant la tendance à la baisse amorcée en avril 2001. D'une année à l'autre, l'indice a diminué de 5,2 %. Il s'agit

de la deuxième baisse mensuelle d'une année à l'autre enregistrée depuis décembre 1996.

Données stockées dans CANSIM: tableau 002-0021.

Le numéro de novembre 2001 de la publication *Indice des prix des produits agricoles*, vol. 1, n° 11 (21-007-XIB, gratuite) est accessible dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, choisissez les rubriques *Publications gratuites*, puis *Agriculture*.

Pour des renseignements généraux ou pour obtenir des données, composez le 1 800 465-1991. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Bernie Rosien au (613) 951-2441 (bernie.rosien@statcan.ca), Division de l'agriculture. Télécopieur: (613) 951-3868. ■

Littératie, affectation professionnelle et rendement de la surinstruction et de la sous-instruction

1994 à 1998

Cette étude, qui paraît aujourd'hui, est basée sur les données canadiennes de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes pour étudier les relations entre les salaires des travailleurs ayant un niveau supérieur ou inférieur d'instruction à celui tenu pour nécessaire dans leur profession.

Selon la théorie du marché du travail, la rémunération des travailleurs est en rapport avec leur productivité marginale. Il reste tout de même des questions sur la capacité des employeurs de reconnaître et de rémunérer les compétences effectives des travailleurs.

Cette étude conclut que les employeurs sont capables de déceler les différences de niveaux de compétences en littératie au sein des niveaux de scolarité et d'y associer une rémunération. Autrement dit, les niveaux de compétences en littératie jouent un rôle dans le niveau de rémunération des travailleurs. Toutefois, ce rôle n'est pas le même pour les hommes que pour les femmes.

En outre, les niveaux de compétences en littératie sont étroitement liés aux exigences scolaires de l'emploi lorsque le niveau de scolarité du titulaire est pris en compte.

Les études réalisées dans divers pays confirment que les personnes ayant une scolarité supérieure à celle qu'exige leur classification professionnelle (surinstruction) tirent de leurs années excédentaires de scolarité un rendement positif en ce qui concerne leur revenu. Le rendement des années excédentaires

de scolarité est, par contre, inférieur au rendement des années de scolarité requises par l'emploi.

De même, les personnes qui ont moins de scolarité que celle que suppose leur classification professionnelle (sous-instruction) gagnent moins que les personnes dont le niveau d'instruction correspond à celui requis par leur travail.

Cette tendance aux différences de gains est habituellement désignée par les expressions «rendement de la surinstruction» et «rendement de la sous-instruction». Cette étude pousse l'analyse plus loin en intégrant les mesures des compétences en littératie des travailleurs.

L'étude a révélé que le rendement de la sous-instruction pour les hommes et les femmes est dans une large mesure un rendement de compétences en littératie qui dépassent la moyenne pour leur niveau de scolarité. En outre, pour les hommes, le rendement de la surinstruction est dans une large mesure un rendement de compétences en littératie qui dépassent la moyenne pour leur emploi.

Cela semblerait indiquer, selon l'étude, que les employeurs sont capables de déterminer les compétences en littératie de leurs employés par des moyens plus exacts qu'en retenant uniquement le niveau de scolarité comme indicateur de ces compétences.

L'étude a aussi révélé que la tendance des rendements de l'instruction requise par l'emploi est semblable à celle observée pour les autres pays.

L'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes a été menée dans 22 pays de 1994 à 1998. Neuf pays y ont été soumis en 1994, cinq en 1996 et les autres en 1998. Dans chaque pays, des échantillons représentatifs à l'échelon national d'adultes de 16 à 65 ans ont été interviewés et ont subi un test à la maison à l'aide du même test de littératie, dont l'objet principal était de découvrir dans quelle mesure les adultes utilisent l'information imprimée pour fonctionner dans leur société.

La monographie *Littératie, affectation professionnelle et rendement de la surinstruction et de la sous-instruction* (89-552-MIF, n° 9) est maintenant accessible sans frais dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca) et dans celui de Développement des ressources humaines Canada (www.hrdc-drhc.gc.ca/arb). On peut également se la procurer sous forme imprimée (89-552-MPF, n° 9) pour 10 \$. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Yvan Clermont au (613) 951-3326 ou avec le Service à la clientèle au (613) 951-7608, ou composez sans frais le 1 800 307-3382 (educationstats@statcan.ca), Culture, Tourisme et

Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur:
(613) 951-9040. ■

Contreplaqués de construction

Novembre 2001

Les usines ont produit 163 399 mètres cubes de contreplaqués de construction en novembre, en hausse de 4,2 % par rapport aux 156 825 mètres cubes produits en novembre 2000.

La production cumulative à la fin de novembre s'est chiffrée à 1 887 294 mètres cubes, en hausse de 5,1 % comparativement aux 1 795 424 mètres cubes produits durant la même période en 2000.

Données stockées dans CANSIM: tableau 303-0005.

Le numéro de novembre 2001 de *Contreplaqués de construction*, vol. 49, n° 11 (35-001-XIB, 5 \$ / 47 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (manufact@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gilles Simard au (613) 951-3516 (simales@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Infomat - revue hebdomadaire, 25 janvier 2002
Numéro au catalogue: **11-002-XIF** (3\$/109\$).

Infomat - revue hebdomadaire, 25 janvier 2002
Numéro au catalogue: **11-002-XPB** (4\$/145\$).

Indice des prix des produits agricoles,
novembre 2001, vol 1, n° 11
Numéro au catalogue: **21-007-XIB**
(gratuit).

Statistiques économiques agricoles (mises à jour),
novembre 2001
Numéro au catalogue: **21-603-UPF** (26\$/52\$).

Contreplaqués de construction, novembre 2001,
vol. 49, n° 11
Numéro au catalogue: **35-001-XIB** (5\$/47\$).

Transport et distribution du gaz naturel,
septembre 2001, vol. 43, n° 9
Numéro au catalogue: **55-002-XIB** (13\$/125\$).

Importations par marchandise, novembre 2001,
vol. 58, n° 11
Numéro au catalogue: **65-007-XMB** (37\$/361\$).

Importations par marchandise, novembre 2001,
vol. 58, n° 11
Numéro au catalogue: **65-007-XPB** (78\$/773\$).

L'emploi et le revenu en perspective, janvier 2002,
vol. 3, n° 1
Numéro au catalogue: **75-001-XIF** (5\$/48\$).

**Littératie, affectation professionnelle et rendement
de la surinstruction et de la sous-instruction**, 2002,
n° 9
Numéro au catalogue: **89-552-MIF**
(gratuit).

**Littératie, affectation professionnelle et rendement
de la surinstruction et de la sous-instruction**, 2002,
n° 9
Numéro au catalogue: **89-552-MPF** (10\$).

**Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent
pas les taxes de vente. Des frais de livraison
supplémentaires s'appliquent aux envois à
l'extérieur du Canada.**

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou
-XIF représentent la version électronique en vente sur
Internet, -XMB ou -XMF, la version micro-fiche, -XPB ou
-XPF, la version papier, -XDB, la version électronique
sur disquette et -XCB, la version électronique sur
CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.


Au Canada et aux États-Unis, composez:	1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez:	1 613 951-7277
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	1 877 287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	1 800 700-1033

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6.
Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS
et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à order@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web
de Statistique Canada (www.statcan.ca) sous les rubriques *Produits et services* et *Publications payantes* (\$).

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changer le style d'après le 01-15-01 (01-15-01)



Le Quotidien

Statistique Canada

Le Quotidien 1997
Pour le 25 janvier 2002



PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- ◆ **Transport urbain, 1998** 7
Après le pic de 2000, le transport urbain est en baisse depuis 2001. Le transport urbain est en baisse depuis 2001. Le transport urbain est en baisse depuis 2001.
- ◆ **Productivité, réajustement horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 6
À l'issue de la période de la hausse et de la baisse, le niveau de la productivité des entreprises a augmenté en 1996. Les coûts unitaires de la main-d'œuvre ont baissé.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice de consommation des consommateurs, mai 2002 30
- Région et les dépenses à court terme 30
- Statistiques de commerce, septembre 2001 à la 21 mai 2002 31
- Partis de l'Ontario, 1997-1998 41

NOUVELLES PARUTIONS 12

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Julie Bélanger (613) 951-1187, julie.belanger@statcan.ca

Chef de la Diffusion officielle: Madeleine Simard (613) 951-1088, madeleine.simard@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2002. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.

CALENDRIER DES COMMUNIQUÉS: 28 JANVIER AU 1ER FÉVRIER

(À cause de circonstances imprévisibles, les dates de parution peuvent être modifiées.)

Date de parution	Titre	Période de référence
28	Emploi, rémunération et heures de travail	Novembre 2001
29	Indice composite	Décembre 2001
29	Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises	2000
30	Indices des prix des produits industriels et des matières brutes	Décembre 2001
31	Produit intérieur brut réel par industrie	Novembre 2001
31	Stocks de céréales	Au 31 décembre 2001
1 ^{er}	Perspectives du monde des affaires: industries manufacturières	Janvier 2002
